



La politique russe dans le Caucase depuis 1991 : une présence tous azimuts ?

Hugo ROUMILLAC | Élève du Master 2 Sécurité & Défense à l'Université Paris II, diplômé de l'Institut d'études politiques (IEP) d'Aix-en-Provence.

Si l'attention européenne se focalise actuellement sur les pays Baltes et l'Ukraine dans leur relation à la Fédération de Russie, le Caucase reste une zone de tensions géopolitiques. Bloquée entre la mer Noire et la mer Caspienne et relativement accidentée, cette région est entourée au Sud et au Nord, par trois puissances régionales (Russie, Turquie et Iran) qui parachèvent ce sentiment de zone géographique étroite. Le Caucase est divisé en deux groupes de pays aux statuts différents (cf. carte ci-dessous), ainsi qu'aux langues, religions et ethnies, qui traduisent un espace imbriqué et conflictuel.



Carte du Sud-Caucase (ministère des Affaires étrangères, 2014) : cliquez pour agrandir.



Les récents développements de la politique étrangère russe semblent tous souligner un renforcement de celle-ci sur la scène internationale. Dépossédée de son statut de grande puissance suite à la chute de l'URSS (Union des républiques socialistes soviétiques), la Fédération de Russie poursuit comme objectif le rééquilibrage, en sa faveur, de l'asymétrie politique avec le monde occidental. Constitué d'anciennes Républiques soviétiques et faisant partie de ce que le Kremlin appelle « l'étranger proche », le Caucase du Sud ne fait pas exception. L'affirmation russe dans les relations internationales depuis le dernier mandat de Vladimir Poutine paraît accroître l'emprise de ce dernier dans cette région. Parallèlement, le Caucase du Nord semble « mis au pas », marqué par les guerres internes et la collusion des dirigeants locaux avec le Kremlin.

À l'heure du renouveau russe sur la scène internationale, dans quelle mesure celui-ci peut-il s'appliquer au Caucase ?

Le Caucase du Sud : intégration ou déstabilisation ?

Après 1991, la politique extérieure russe souligne sa volonté de réintégrer le jeu international d'égal à égal avec les alliances occidentales, notamment l'Union européenne (UE) et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (Otan) qui restent attractifs pour les ex-républiques soviétiques. Elle concrétise cette position par la création de structures multilatérales : la Communauté des États indépendants (CEI) en 1991, l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) en 2002 et l'Union économique eurasiatique (UEEA) en 2015. L'Arménie fait partie des trois structures et l'Azerbaïdjan fait partie de la CEI.

À l'opposé, l'UE étend le nombre de ses États-membres et développe une politique de voisinage (PEV) dès 2001 qui se transforme en Partenariat oriental en 2008 en direction des pays du Caucase notamment. Le resserrement des relations avec l'UE se double de l'ouverture de négociations des pays nouvellement indépendants avec l'Otan. Il se développe aussi des partenariats entre certains pays de l'espace *post*-soviétique, à l'image de l'Organisation pour la démocratie et le développement (dite GUAM pour Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie) et de la Communauté du choix démocratique (Estonie, Géorgie, Lettonie, Lituanie, République de Macédoine, Moldavie, Roumanie, Slovaquie et Ukraine) créées après les « Révolutions de Couleur » entre 2003 et 2005. Réunir les pays du Sud Caucase relève aussi de l'intérêt énergétique car cette zone correspond au couloir d'évacuation du gaz provenant de la mer Caspienne et permettrait de contourner la Russie pour livrer à l'UE.

Cette confrontation amène la Russie à revoir son mode d'action. N'étant pas assez attractive politiquement et économiquement pour les anciennes républiques soviétiques, elle développe une diplomatie musclée. Nous pouvons constater une certaine corrélation entre la proximité d'un pays du Caucase avec l'UE et les



contre-mesures russes. En 2008, à mesure que la Géorgie se tourne vers l'Otan, les tensions se multiplient avec la Russie. Elles débouchent sur la guerre des « Cinq jours » (ou 2^e guerre d'Ossétie du Sud) de 2008 qui consacre la puissance militaire russe retrouvée et entérine l'amputation de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie du territoire géorgien. En 2013, l'Arménie se retire des accords de partenariat global et renforcé avec l'UE sous pression russe et intègre l'UEEA.

La Russie développe ainsi une politique du « fait accompli » devant la communauté internationale. Selon Silvia SERRANO, en 2011, elle ne dispose pas dans le Caucase de minorité russophone conséquente (moins de 2 % dans les trois États) sur laquelle s'appuyer pour légitimer son interférence, voire son intervention militaire, dans le jeu politique des États. Dans certains cas, elle développe une politique préférentielle envers un État A pour faire plier un État B : c'est le cas notamment de l'armement de l'Azerbaïdjan en 2013 (alors traditionnellement soutenu par la Turquie) pour forcer l'Arménie à se retirer de l'accord avec l'UE. Dans d'autres cas, elle s'immisce directement dans leur politique intérieure de manière violente comme en 2008, ou de manière « douce ». La reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud par les Russes après 2008, leur financement et leurs relations militaires font partie de ce second mode d'action.

Le Caucase du Nord et l'emprise du Kremlin

La question du Caucase du Nord, dans l'actuelle Fédération de Russie, témoigne d'une logique toute autre. La tentative d'indépendance tchéchène menée par Djokhar Doudaïev à la fin d'août 1991 a pour catalyseur le refus de l'impérialisme soviétique (qui avait déporté 470 000 Tchétchènes en 1944), l'indépendance géorgienne de 1989 ainsi que la politisation de l'islam tchéchène. Après l'intervention russe entre 1994 et 1996, et sous l'impulsion de l'idéologue islamiste tchéchène Movladi Oudougov, la question de l'indépendance tchéchène se régionalise : il s'agit de créer une entité tchéchéno-daghestanaise basée sur une idéologie wahhabite. Les deux régions deviennent alors des vases communicants et la Russie, sous l'impulsion de Vladimir Poutine alors Premier ministre, lance des opérations entre 1999 et 2000 pour rétablir l'ordre : c'est la Seconde guerre de Tchétchénie.

La figure d'Akhmad Kadyrov (mufti empreint de soufisme) émerge et s'oppose au wahhabisme dans la région. Indépendantiste dans la guerre de 1994-1996, il se rallie au Kremlin après la reconquête russe en 2000 et devient chef du gouvernement provisoire puis président concentrant tous les pouvoirs, notamment celui, unique pour un « président régional », de nomination dans ses forces de sécurité. Ramzan, son fils, devient chef de la Garde présidentielle en 2003. Vladimir Poutine, désormais président, met alors en œuvre une campagne antiterroriste, en déléguant une partie de la contre-révolte à Kadyrov qui « tchéchénise » le conflit, et met en place une pacification du Nord Caucase avec des forces



tchéchènes pro-russes. Le Kremlin entend restaurer l'ordre par la combinaison de ses forces armées et des forces (notamment des rebelles réintégrés) de Ramzan Kadyrov – fils d'Akhmad Kadyrov –, et par le déploiement d'un contre-discours opposant le fondamentalisme à l'avenir politique tchéchène. La mainmise russe sur le tissu énergétique tchéchène fait partie du spectre des outils utilisés par la Russie pour rendre dépendante la Tchétchénie, et illustre la connivence entre le gouvernement tchéchène, le Kremlin et certains oligarques qui profitent de la désorganisation *post-1991*. Ainsi, la société gazière Rosneftgaz est détenue à 49 % par le gouvernement de Kadyrov et à 51 % par Rosneft (le groupe pétrolier de l'État russe).

Les éléments islamiques des indépendantistes tchéchènes se développent et deviennent centraux dans le conflit qui se généralise au Nord Caucase. La région est alors intégrée à une vaste politique de contre-terrorisme lancée par Moscou. Peu à peu, la question des indépendances et des nationalités au Nord Caucase s'éclipse pour laisser la place à la question du djihadisme international, qui devient la nouvelle ligne de fracture. La poursuite d'une politique résolument anti-fondamentaliste, les relations difficiles avec la Turquie et l'intervention de la Russie dans le conflit syrien font désigner la Russie comme une cible des 2 900 djihadistes russes partis en Syrie (cf. *Le Figaro* avec *AFP*). Par ailleurs, la Russie porte une attention particulière aux 16,5 millions de citoyens de confession musulmane ainsi qu'aux 4 millions d'immigrés d'Asie centrale et d'Azerbaïdjan. Le Nord Caucase est compris par le Kremlin comme le « glacis protecteur » de la Russie qui délègue en partie la gestion des djihadistes rapatriés à Ramzan Kadyrov. Enfin, il est un avant-poste non négligeable quant au transport et au soutien des troupes russes en Syrie, les avions décollant majoritairement d'Ossétie du Nord et de Sotchi (située sur les bords de la mer Noire, au Nord-Est de la Géorgie).

La pression militaire et énergétique russe sur la région caucasienne

Dans une intervention pour le Département général des politiques extérieures au Parlement européen en 2016, Gaïdz MINASSIAN parle de « la théorie des trois C » pour qualifier la politique étrangère russe dans la région : la coopération avec l'Arménie, la confrontation avec la Géorgie et la confusion avec l'Azerbaïdjan. Pour cela, la Russie a développé une emprise militaire sur la région Caucase dans son ensemble.

Tout d'abord, cela se traduit par la multiplication des bases et des systèmes d'armements dans la zone. Un parapluie conventionnel russe s'impose aux pays limitrophes, sous la responsabilité du District militaire Sud et de la 58^e Armée. La Russie est militairement présente pour 44 années en Ossétie, Abkhazie et Arménie, aux termes des accords qu'elle a signés en 2008. En Ossétie, la Russie possède trois camps structurés autour de la 4^e Base russe (4 000 hommes), dont certains éléments ont été aperçus en Ukraine. En Abkhazie, ce sont notamment des éléments



de défense aérienne qui composent la 7^e Base (4 000 h). En outre, s'ils n'ont plus aucune base en Azerbaïdjan depuis 2012, les Russes comblent ce vide en Arménie en renforçant les équipements de la 102^e Base sur la frontière turque et en poursuivant l'intégration de l'armée arménienne (cf. MINASSIAN, *RDN*). L'Arménie représente le poste avancé russe dans la région et parachève l'encerclement de la Géorgie. Le territoire perdu (2 000 hectares) lors des affrontements en avril 2016 avec l'Azerbaïdjan a poussé la Russie à resserrer ses liens avec l'Arménie, dont l'armée n'est plus capable d'affronter l'armée azérie.

Ensuite, le commerce des armes et la coopération militaire demeurent des outils utilisés par le Kremlin pour renforcer sa présence dans la région et devenir un acteur incontournable. L'Arménie a mis en commun avec la Russie sa défense aérienne, une force de réaction rapide, et un corps d'armée mixte. En outre, ces échanges se mêlent à des enjeux financiers : le 6 décembre 2017, le Parlement arménien a ratifié le « prêt d'export étatique » de 100 millions de dollars contre une force commune placée sous commandement du district militaire Sud russe (cf. MINASSIAN, *RDN*). Les matériels de ce pays sont presque exclusivement soviétiques ou russes, tout comme la quasi-totalité des équipements et armements abkhazes et sud-ossètes. La Russie livre aussi des équipements lourds à l'Azerbaïdjan, se positionnant comme le *leader* de la région et, allant, conserve un niveau de surenchère militaire élevé. Selon le projet universitaire *Caucasus without borders*, les troupes russes assurent la formation et le maintien en condition opérationnelle des troupes et matériels abkhazes dont la russophonie permet une interopérabilité démultipliée.



Voir l'excellente carte de Philippe REKACEWICZ, « Géopolitique des tubes en Asie centrale », *Le Monde diplomatique*, février 2011 (cliquez pour agrandir).



Par ailleurs, le levier énergétique devient un outil au service de la mainmise russe sur l'Arménie, plus particulièrement. En 2002, en vertu d'un accord, 80 % de la demande arménienne de gaz était obligatoirement assurée par la Russie. Enfin, la primauté du gaz russe en Arménie se double d'un monopole des entreprises russes telle l'entreprise russo-arménienne HayRousagazart qui distribue le gaz en Arménie et qui est filiale à 100 % de la compagnie russe Gazprom. Un rapport de l'Assemblée parlementaire du 26 janvier 2017 du Conseil de l'Europe (ref. AS/Mon(2017)03) considère que la nomination de M. Karapeyan (cadre entre 2011 et 2016 chez Gazprom) au poste de Premier ministre en 2016 avait pour but de conclure un accord plus avantageux pour l'Arménie avec Gazprom et acheter la paix sociale, alors que des manifestations contre la hausse des prix se développaient en Arménie. Quant à l'Azerbaïdjan, le Sommet de la mer Caspienne à Achgabat en novembre 2017 prévu pour clore les contentieux des frontières entre les pays limitrophes a vu un accord gazier signé avec la Russie, les Azéris recevant ainsi du gaz russe (1,6 milliards de m³) à tarif préférentiel (cf. Europétrole).

Les limites de la politique de puissance russe

La présence militaire russe, et son partenariat militaro-énergétique poussé avec l'Arménie, coupant le Caucase sur un axe Nord-Sud, amène les pays de la région à développer des politiques leur permettant de se sortir du giron russe et de la grille de lecture qu'il impose à la région.

Cela passe tout d'abord par le règlement du conflit du Haut-Karabakh sans les Russes. Les autorités arménienne et azérie semblent vouloir régler la question via l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), la Russie étant présentée comme illégitime puisqu'à la fois juge et partie. Le plan de résolution de 2015, prévoyant de déployer une mission de maintien de la paix armée par des éléments de troupes russes, a échoué. Par ailleurs, la Russie a été évincée, du moins officiellement, des négociations entre les deux pays, à l'instar de celles de novembre 2017. En ce sens, bien que le groupe de Minsk (coprésidé par la Russie, la France et les États-Unis) de l'OSCE n'a pas su régler la question pour le moment, celui-ci a réussi à développer la mission actuelle à la frontière (cf. Armenews.com).

De plus, si le Caucase reste sous l'influence russe, il se situe également dans la zone d'influence de la Turquie et de l'Iran. D'un côté, l'Iran développe une diplomatie en faveur de l'Arménie avec laquelle il développe des liens économiques conséquents depuis la visite de son président, Hassan Rohani, en décembre 2016. L'Iran est influent aussi en Azerbaïdjan grâce aux madrasas chiïtes iraniennes, voulant par ailleurs éviter un irrédentisme de la part de sa communauté azérie (entre 16 et 22 % de la population). D'un autre côté, la Turquie préfère établir un corridor économique et diplomatique avec Bakou et Tbilissi. Utilisant la volonté de l'UE de diversifier son approvisionnement gazier, la Turquie reste la porte de



sortie des pipelines transportant le gaz caucasien et centre-asiatique qui contournent tous l'Arménie, elle-même bénéficiant uniquement du gaz russe.

En outre, les pays du Caucase du Sud ont développé des partenariats extérieurs. La Chine fait partie des acteurs majeurs dans cette région charnière pour son projet de nouvelle route de la Soie (« *One Belt, One Road* »). Elle compte développer les infrastructures de transport ainsi que des accords de libre-échange. C'est chose faite en mai 2017, ce qui permet à la Géorgie d'être exemptée de droits de douane sur 94 % de ses produits d'exportation et à la Chine de développer la production et l'exportation depuis la Géorgie à destination de l'Europe (cf. Xinhua). En 2017, la Chine est devenue le cinquième partenaire commercial de l'Azerbaïdjan. Cette opportunité permet à ces deux pays de contrevenir à l'omniprésence russe.

Enfin, on peut se questionner sur la loyauté sans faille de Kadyrov à Poutine. Il semble se démarquer de la politique russe. Il développe une rhétorique pan-tchéchène et utilise l'islam comme un outil pour rassembler les musulmans de Russie, mais aussi pour exporter des pratiques censées être proches de l'« islam véritable ». Conscient de l'importance de son rôle dans la gestion des djihadistes et dans la politique russe au Moyen-Orient, il utilise l'islam pour devenir l'homme clé dans les discussions entre la Russie et les pays musulmans. En septembre 2017, l'Institut polonais des études de l'Est met en lumière un événement singulier : après plusieurs manifestations et après avoir appelé le Kremlin à s'exprimer en faveur des *Rohingyas* en Birmanie, Kadyrov a réussi à infléchir la diplomatie russe, qui condamne le gouvernement d'Aung San Suu Kyi le 4 septembre 2017.



Éléments de bibliographie

- AFP : « La Russie craint une arrivée de djihadistes de Syrie », *Le Figaro*, 12 décembre 2017 (www.lefigaro.fr).
- AUZON (D') Olivier, *La revanche de Poutine*, Erick Bonnier, 2017, 204 pages.
- AVIOUTSKII Viatcheslav, *Géopolitique du Caucase*, Armand Colin, 2005, 288 pages.
- BONIFACE Pascal, *L'Année Stratégique 2018*, Armand Collin, 2017, 384 pages.
- Claire, « Arménie/Azerbaïdjan - Un diplomate russe détaille un accord qui doublera le nombre d'observateurs au Karabagh », *Armenews.com* (www.armenews.com/article.php?id_article=152760).
- « Gazprom resuming gas deliveries to Azerbaijan », *Europétrole*, 23 novembre 2011 (www.euro-petrole.com/gazprom-resuming-gas-deliveries-to-azerbaijan-n-i-15803).
- FACON Isabelle (dir.), « Russian Military Presence in the Eastern Partnership Countries », Département général des politiques extérieures, Union européenne, juin 2016 ([www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2016/578021/EXPO_IDAN\(2016\)578021_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2016/578021/EXPO_IDAN(2016)578021_EN.pdf)).
- GÉHIN Léo, « Conflit du Haut-Karabakh : vers une reprise des hostilités ? », *Note d'analyse du GRIP*, 5 octobre 2016 (www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2016/NA_2016-10-05_FR_L-GEHIN.pdf).
- KARTUNOV Andréï, « La Russie dans un ordre mondial en mutation : défis, opportunités, stratégies », *Revue Défense Nationale*, n° 801, juin 2017, p. 25-33.
- LE HUÉROU Anne et MERLIN Aude, « La Tchétchénie de Kadyrov : atout ou menace pour l'État russe ? », *RDN* n° 802, été 2017, p. 177-184.
- MINASSIAN Gaïdz, « La présence militaire russe dans le Caucase du Sud », *RDN* n° 802, été 2017, p. 168-176.
- MINASSIAN Gaïdz, *Géopolitique de l'Arménie*, Ellipses, 2005, 124 pages.
- SERRANO Silvia, « Les Russes du Caucase du Sud : du malheur d'avoir un empire (et de le perdre) », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest* n° 39 CNRS, 2008, p. 121-147.
- SOPPELSA Jacques et GURBANOV Turab, *Azerbaïdjan. État leader du Sud Caucase*, A2C Médias, 2015, 190 pages.
- « La Chine et la Géorgie signent un accord de libre-échange », *Xinhua*, 14 mai 2017 (http://french.xinhuanet.com/2017-05/14/c_136281438.htm).